

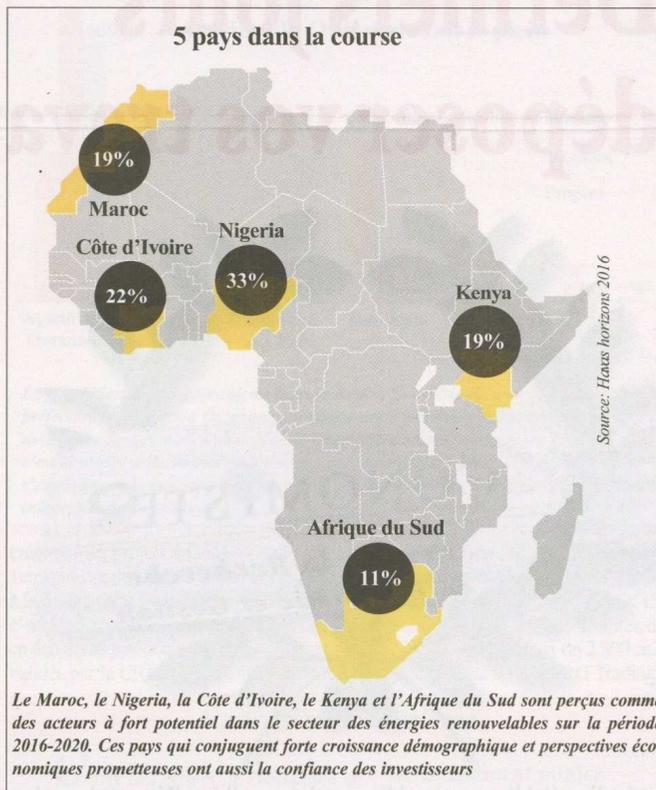
Energie: Le Maroc dans le Top 5 africain

• Nigeria, Côte d'Ivoire, Kenya, Afrique du Sud, des acteurs prometteurs

• Les risques juridiques et ceux liés à la gouvernance, les freins à l'investissement

LE Maroc est cité avec quatre autres pays (Le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Kenya, et l'Afrique du Sud) comme acteurs prometteurs dans le secteur des énergies pour la période 2016-2020. C'est ce secteur qui attire les investisseurs, d'après l'étude intitulée «financer la croissance africaine à l'horizon 2020: perception des investisseurs internationaux», établie par Havas Horizons, l'offre de conseil dédiée aux nouveaux pays émergents de l'agence Havas Paris et de l'Institut Choiseul.

L'étude qui s'est basée sur les résultats d'une enquête d'opinions⁽¹⁾ est publiée dans le sillage de la COP21 et dans la perspective de COP22 qui aura lieu en novembre à Marrakech. Tout un focus est consacré au secteur des énergies. Ainsi, 33% des investisseurs citent le Nigeria en première position et 22% placent la Côte d'Ivoire en deuxième position. Avec 19% comme solde d'opinions pour chacun, le Maroc et le Kenya arrivent en troisième position. L'Afrique du Sud, elle, occupe la quatrième position avec 11% des voix (voir carte).



dans le cadre d'économies moins dynamiques. Le Maroc qui affiche des «perspectives économiques intéressantes» pour les investisseurs, peut s'appuyer sur un potentiel d'énergies renouve-

«Sa stratégie ambitieuse en matière de développement durable et le rôle que le pays est amené à jouer en 2016, avec l'organisation de la COP22, ne pouvaient sans doute pas laisser les sondés insensibles», est-il souligné. Dans ce classement figure un nombre important de pays d'Afrique de l'Ouest, zone qui connaît la croissance démographique la plus importante du continent, et qui devrait compter 500 millions d'habitants à l'horizon 2030, selon les estimations de l'OCDE.

«Longtemps considéré comme risqué, l'investissement dans les projets énergétiques semble représenter aujourd'hui un potentiel de retour sur investissement très significatif», d'après

les auteurs de l'étude. Une majorité des sondés (65%) considère que le secteur de l'énergie est un moteur de développement économique pour l'Afrique. 47% des sondés ayant investi ou accompagné un investissement dans le secteur de l'énergie en 2015 souhaitent le maintenir voire le renforcer en 2016 et dans les années à venir.

Un autre constat, l'Afrique s'inscrit dans une tendance globale de développement des énergies renouvelables au détriment des énergies fossiles. Les investisseurs semblent résolus à accompagner ce mouvement. L'énergie solaire est privilégiée par 51% des investisseurs. Elle est suivie par le gaz et le pétrole (23%) puis l'hydraulique (16%). La grande majorité des sondés estime que le développement énergétique constitue un enjeu majeur pour le développement économique de l'Afrique ainsi qu'une opportunité pour le continent d'inventer un modèle propre, qui lui permettrait d'accélérer sa transition énergétique (pour 56% des sondés). Près de 38% considèrent cela plutôt comme une hypothèse envisageable.

Il demeure néanmoins encore des freins à l'investissement dans le secteur des énergies. Plus de la moitié des sondés (55%) considèrent que les risques juridiques et ceux liés à la gouvernance sont les principaux obstacles. Vient ensuite le déficit d'infrastructures (27%). Le manque de solvabilité n'est mentionné que par 8% des répondants. □

Fatim-Zahra TOHRY

Les énergies et les services financiers en tête

EN 2015, le classement ne plaçait les énergies qu'à la 4e place, les services financiers en 1re position et le BTP en 2e. Cette année, le secteur des énergies s'est donc hissé au 1er rang en un an, preuve que les investisseurs estiment le continent africain suffisamment mûr pour le faire décoller. Le secteur des services financiers arrive en 2e position avec 19% des voix. Quant aux transports et l'agriculture, ils arrivent respectivement en 3e et 4e position, avec respectivement 11% et 7% des suffrages. L'industrie, la santé et les télécoms arrivent en avant-dernière position avec 6% des voix. Le BTP et la grande distribution ferment la marche avec respectivement 4% des suffrages. □

D'après les auteurs de l'étude, les pays qui conjuguent une forte croissance démographique à des perspectives économiques prometteuses sont en tête de ce classement. En effet, l'augmentation de la consommation privée couplée au développement d'activités industrielles fortement consommatrices d'énergie placent le Nigeria, la Côte d'Ivoire et le Kenya comme les acteurs prometteurs dans le secteur de l'énergie. Et ce, en dépit de facteurs d'instabilité locaux dont l'impact aurait été majoré

lables important (solaire notamment) et a de bonnes capacités de financement. Le Royaume a beaucoup d'atouts. Il a connu en 2015 une croissance de 4,5%. Le pays a su préserver son attractivité touristique dans un contexte régional tendu et a, par ailleurs, bénéficié de la chute des cours des matières premières. Ceci, grâce notamment à une économie mature portée par une industrie manufacturière tournée vers l'exportation, et la multiplication de ses partenaires commerciaux hors Union européenne.

(1) L'enquête quantitative/qualitative a interrogé 55 des plus grandes institutions financières et bancaires exerçant une activité en Afrique, via SurveyMonkey, sur la base d'un corpus de 10 questions. Elle a été réalisée entre le 14 janvier et le 29 février 2016.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com